

Estimation des coûts d'une proposition faite en campagne électorale

Date de publication : 2019-09-29

Titre abrégé : Ressources supplémentaires dans le domaine de la justice et de la sécurité publique

Description : Mise en œuvre de trois mesures qui accorderont des ressources supplémentaires dans le domaine de la justice et de la sécurité publique

Mesure 1 : Embauche et maintien en poste de 425 procureurs de la Couronne et de 225 juges. Les coûts seront partagés avec les provinces et les territoires.

Mesure 2 : Embauche et maintien en poste de 100 agents supplémentaires de la GRC dans les ambassades et consulats du Canada à l'étranger.

Mesure 3 : Services gratuits de représentation juridique aux survivants d'agression sexuelle et de violence conjugale pendant l'audition de la demande faite en vertu de l'article 276 du *Code criminel*. Les coûts seront partagés avec les provinces et les territoires.

Toutes les mesures entreront en vigueur en 2021-2022.

Ligne(s) d'exploitation : Dépenses d'exploitation et d'immobilisations

Sources des données : Mesure 1

<u>Variable</u>	<u>Source</u>
Salaire des procureurs de la Couronne	Sites Internet des gouvernements provinciaux, offres d'emplois dans la fonction publique, listes des salaires dans le secteur public
Salaire des juges provinciaux	Sites Internet des gouvernements provinciaux, listes des salaires dans le secteur public, articles de journaux
Majoration de la rémunération totale	Guide de préparation d'une présentation au Conseil du Trésor
Indice des prix à la consommation	Prévision de référence du DPB du coût des mesures proposées en campagne électorale

Mesure 2

<u>Variable</u>	<u>Source</u>
Coûts du Programme de missions internationales des policiers affectés au maintien de la paix	Évaluation de l'Arrangement sur la police civile canadienne et du Programme de missions internationales des policiers affectés au maintien de la paix
Majoration de la rémunération totale	Guide de préparation d'une présentation au Conseil du Trésor
Indice des prix à la consommation	Prévision de référence du DPB du coût des mesures proposées en campagne électorale

Mesure 3

<u>Variable</u>	<u>Source</u>
Nombre d'affaires d'agression sexuelle au Canada	Statistique Canada. Tableau 35-10-0027-01 : Tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, nombre de causes et d'accusations selon le type de décision
Pourcentage des affaires d'agression sexuelle comportant une audition de la demande	Institut canadien d'information juridique (CanLII)
Coût horaire et nombre d'heures de représentation juridique	Aide juridique Ontario
Taux de croissance de la population et de l'indice des prix à la consommation	Prévision de référence du DPB du coût des mesures proposées en campagne électorale

Estimation et méthode de projection :

Mesure 1

Le calcul du salaire moyen des procureurs de la Couronne et des juges des différentes provinces a été fait à partir de données provenant de sources variées. La répartition de la population entre les provinces a servi à déterminer le nombre précis de procureurs et de juges dans chaque province. Le Guide de préparation d'une présentation au Conseil du Trésor a servi à établir le coût total de la rémunération, qui comprend les régimes d'avantages sociaux des employés et les primes d'hébergement. Ces montants annuels ont ensuite été projetés en fonction de la croissance de l'indice des prix à la consommation.

En ce qui concerne le temps nécessaire pour la dotation, la moitié des postes ont été comblés au cours de l'exercice 2020-2021. Tous les postes ont été comblés l'année suivante. On a supposé une période de trois mois entre la date d'entrée en vigueur et la date d'embauche.

Mesure 2

Les coûts se fondent sur le Programme de missions internationales des policiers affectés au maintien de la paix, qui déploie des agents de la GRC à l'étranger. Les coûts découlent de trois principaux facteurs. Premièrement, les salaires moyens ont été calculés à partir du total des salaires, du nombre de personnes déployées et d'un ajustement tenant compte des fonctions auxiliaires et des régimes d'avantages sociaux des employés. Deuxièmement,

les coûts marginaux ont été calculés à partir du total des coûts marginaux et du nombre de personnes de la GRC déployées. Troisièmement, les régimes d'avantages sociaux des employés et les coûts d'hébergement se fondent sur le Guide de préparation d'une présentation au Conseil du Trésor.

Mesure 3

Le calcul du pourcentage, depuis 10 ans, des affaires nationales d'agression sexuelle comportant une audition de la demande en vertu de l'article 276 du *Code criminel* a été fait à partir de données de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII). Ce pourcentage a ensuite été appliqué au nombre projeté d'affaires d'agression sexuelle par année, qui se fonde sur les données annuelles moyennes de Statistique Canada de 2012-2013 à 2016-2017. Ce nombre a été majoré en fonction du taux de croissance de la population. On a supposé que le programme n'est pas assorti d'une vérification des moyens financiers et que, par conséquent, il est offert à tous les plaignants des affaires d'agression sexuelle pendant l'audition de la demande.

L'estimation des coûts découle du taux horaire de deuxième niveau, qui provient d'Aide juridique Ontario, et du nombre maximal d'heures tarifées par jour. Le taux horaire a été majoré en fonction de l'indice des prix à la consommation. Comme le prévoit la proposition, le gouvernement fédéral paierait 50 % de ces coûts.

Évaluation de
l'incertitude :

Mesure 1

L'évaluation comporte un degré d'incertitude élevé. L'information sur les salaires et les avantages sociaux dans les provinces et les territoires est incomplète; on a dû faire des hypothèses pour établir les salaires moyens. L'évaluation peut donc être faussée à la hausse ou à la baisse. La marge d'erreur est toutefois atténuée par l'ampleur de la mesure.

Mesure 2

L'évaluation comporte un degré d'incertitude modéré. Cette incertitude découle de l'hypothèse voulant que les coûts relatifs au déploiement d'agents de la GRC dans le cadre du Programme de missions internationales des policiers affectés au maintien de la paix soient équivalents aux coûts du déploiement d'employés dans le cadre de cette mesure. Ce programme vise un ratio d'un membre du personnel de soutien dans les quartiers généraux de la GRC pour trois agents déployés à l'étranger. On suppose que ce ratio doit rester le même pour que les agents soient prêts dans le cadre de cette mesure. L'utilisation d'un ratio employé-agent différent aurait une incidence sur les coûts.

Mesure 3

L'évaluation comporte un degré d'incertitude modéré. Cette incertitude provient en grande partie du fait qu'il est difficile de projeter le nombre de futures affaires d'agression sexuelles (poursuites, condamnations et auditions de la demande). Le calcul du nombre d'heures de représentation juridique et du taux de rémunération provient de données d'Aide juridique Ontario. Tout changement dans les montants et les nombres d'heures pourrait avoir une incidence sur les coûts. Toutefois, vu l'ampleur actuelle de l'évaluation, cette incidence ne serait probablement pas majeure.

Coûts de la mesure proposée

Millions de \$	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Coût total	-	-	122	125	127	130	133	135	138	141

Renseignements supplémentaires

	Ligne d'exploitation	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	2025-2026	2026-2027	2027-2028	2028-2029
Mesure 1	Dépenses d'exploitation et d'immobilisations	-	-	89	91	93	94	96	98	100	102
Mesure 2	Dépenses d'exploitation et d'immobilisations	-	-	33	34	35	35	36	37	38	38
Mesure 3	Autres paiements de transfert	-	-	faible	faible	faible	faible	faible	faible	faible	faible

Notes :

Les estimations sont présentées selon la méthode de la comptabilité d'exercice, telles qu'elles figureraient dans le budget et les comptes publics.

Les chiffres positifs diminuent le solde budgétaire; les chiffres négatifs l'augmentent.

« - » = Le DPB ne prévoit pas de coût financier.